



# Une autre économie est possible, elle se construit depuis en bas

**LIVRE • Le Centre Europe tiers-monde consacre un ouvrage collectif aux expériences mêlant production et transformation de la société. Une «révolution silencieuse»?**

PROPOS RECUEILLIS PAR **BENITO PEREZ**

Changer l'économie en produisant autrement? L'idée n'est pas neuve; dans l'esprit des premiers socialistes, l'autonomie productive des ouvriers allait de pair avec l'utopie sociale. C'était avant que le coopératisme oublie ses bases subversives ou se recroqueville. Avec l'échec des économies planifiées et du libre-marché, l'idée de transformer les rapports à la création de richesses depuis en bas paraît toutefois retrouver un second souffle. A la recherche d'alternatives sociales ou simplement poussés par la double nécessité d'agir et de survivre, de combler les reculs de l'Etat ou de rompre les monopoles privés, des initiatives collectives essaient sur les cinq continents. De nouvelles façons, plus solidaires, de concevoir les rapports entre travailleurs, clients et société.

Economie sociale et solidaire en Europe, populaire en Afrique et en Asie, communautaire en Amérique latine, au-delà des terminologies, l'équipe du Centre Europe tiers-monde (CE-TM) a voulu connaître les racines communes de ces expériences et valoriser leur potentiel de développement endogène. A l'aide d'une dizaine de chercheurs, de militants et de journalistes, le *think tank* genevois a publié un précieux ouvrage – *Produire de la richesse autrement* – au sous-titre évocateur: «Les révolutions silencieuses». Survol en compagnie de Julie Duchatel, codirectrice de publication.

**Le CETM a pour habitude d'interroger le monde en termes structurels ou juridiques. En quoi les expériences d'économie sociale et solidaire (ESS) sont-elles politiquement significatives?**

**Julie Duchatel:** Cela fait quelques années que nous observons un foisonnement d'initiatives économiques et politiques, notamment en Amérique latine. On s'est demandé si des points communs relient ces expériences, et surtout, dans quelle mesure celles-ci parvenaient à développer une croissance endogène et à transformer «leur» monde. Finalement, en donnant une série d'exemples, on a décidé de montrer qu'il est possible de créer autrement de la richesse.

**Selon quels critères les avez-vous sélectionnés?**

Ces expériences naissent comme une réponse collective à la nécessité urgente de survivre. De plus, elles montrent une conscience de l'injustice de la logique économique actuelle et la volonté de s'en affranchir. De là à dépasser même, en s'organisant autrement, en nouant des relations de solidarité, d'égalité, en mettant l'être humain au cœur du projet économique, et non le

capital. On voit aussi émerger d'autres rapports de genre, des relations plus équilibrées à la nature, etc.

**Définis ainsi, ne se retrouve-t-on pas face à des groupes recherchant un espace d'autonomie propre, de résistance, plutôt que de transformation sociale?**

Cette tendance à l'autarcie existe au sein de l'ESS. Nous avons préféré tourner nos regards vers des expériences qui s'ancrent dans leur réalité locale, voire qui s'allient ou naissent des mouvements sociaux.

**Quelles passerelles existent entre ces unités productives et leur environnement? Elles sont multiples. Par exemple, les ouvriers de Zanon (ou FaSinPat, importante entreprise argentine récupérée par ses ouvriers et produisant de la céramique, ndr) ont d'emblée impliqué leur quartier puis leur région. Ils ont donné une partie de leur production à des hôpitaux, des maisons de quartier, etc. Ils ont aussi développé des liens avec la population mapuche, depuis toujours exclue des processus économiques, en les intégrant à l'usine.**

Dans un autre genre, en Europe, Longo Mai regroupe des coopératives agricoles et, parallèlement, a créé un journal et une radio militants. Longo Mai s'implique en particulier dans la solidarité avec les migrants.

Au Bénin, les dames du CADD (*Cercle d'auto-promotion pour le développement durable, ndr*) ont débuté en faisant du microcrédit au profit de leur communauté, puis ont adhéré au Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) et désormais participent à des conférences internationales.

**Est-ce que produire autrement, avec ce que ça implique de politisation et d'organisation, amène à produire autre chose?**

Probablement. Par exemple, Mol-Matric en Catalogne était spécialisée à l'origine dans le mariage pour le secteur automobile. La coopérative a désormais décidé de développer sa production pour le rail et d'autres secteurs écologiques. Nous pensons que le dialogue établi avec les communautés et les mouvements sociaux favorise ces prises de conscience.

**Est-ce que l'Etat peut avoir un impact sur ces mouvements?**

C'est une question intéressante que nous n'avons pu trancher. Le cas du Venezuela est particulièrement ambigu. D'un côté, le pouvoir politique promeut le système coopérativiste, d'un autre, la bureaucratie ne cesse de l'entraver. Au point qu'aujourd'hui, peu de coopératives émergent et que



"Mientras que se publica este libro, se publica en su misma dirección, en su misma dirección, sería otra cosa..."

**Le porte-voix et l'usine: l'affiche d'un documentaire sur la FaSinPat, ou Fabrique sans patron (ex-Zanon), symbolise bien cette entreprise au cœur d'un mouvement social. En médaillon: Julie Duchatel. DR**

le secteur est très discrédité. La conquête du pouvoir est une question qui demeure très controversée au sein de ces producteurs.

**Le contexte culturel joue-t-il un rôle dans leur émergence?**

On a effectivement observé que ces expériences sont plus fréquentes dans des régions dont l'identité a été réprimée, par exemple au Pays Basque, au Québec, en Catalogne. Je pense que ce n'est pas un hasard: on cherche à produire autrement pour se différencier de «l'Etat impérialiste». Ce constat pose du coup la question de la généralisation de ces expériences...

**L'implication politique et sociale de ces entreprises est-elle durable? Renforce-t-elle l'activité économique ou se dilue-t-elle dans celle-ci?**

Nous manquons de recul pour le savoir précisément. Notre impression est que le maintien de ces liens conditionne la survie du projet économique.

**Le risque étant de devenir, sous la pression du marché, une entreprise capitaliste comme les autres...**

C'est un second aspect. Dans le livre, nous présentons un cas limite, représenté par les coopératives Mondragon, nées durant les années 1950 dans le Pays Basque. Elles jouent certainement un rôle social très important dans leur région. Mais leurs dirigeants, aujourd'hui installés dans l'établissement basque, se gardent bien de promouvoir le coopératisme en Europe. Pour se développer et devenir le 7<sup>e</sup> groupe industriel d'Espagne, ils ont établi des succursales en Pologne, au Maroc, etc., qui n'ont plus rien à voir avec les coopératives basques. Dans le cadre de la globalisation, Mondragon se comporte comme n'importe quelle multinationale. Même en Espagne, la moitié des 81 000 travailleurs de Mondragon ne sont pas des *socios*, des partenaires, mais juste des salariés qui servent de valeur d'ajustement en cas de crise...

**Pour grandir, l'ESS doit-elle donc se trahir?**

La question est posée. Mais on constate que certaines coopératives parviennent à faire des sauts technologiques ou à exporter en conservant un fonctionnement alternatif, comme Mol-Matric ou Zanon.

**L'ennemi de l'esprit coopérativiste serait la taille de l'entreprise, qui distend le processus démocratique et politique? L'exemple de Mondragon fait penser que la structure multinationale n'est effectivement pas favorable. Mais cela pourrait peut-être se passer différemment si l'idée d'ESS était davantage répandue. Les coopératives auraient alors moins de mal à bâtir des ponts par-dessus les frontières. I**

*Produire de la richesse autrement. Usines récupérées, coopératives, micro-finance... les révolutions silencieuses, ouvr. coll., PUBLICETIM N°31, 176 pp., 2008. A commander sur www.cetm.ch.*

## L'agonie de la minorité Rohingya

**BIRMANIE • Le Conseil des droits humains s'inquiète modérément du sort des musulmans birmanes.**

**Le mandat du rapporteur** spécial des droits de l'homme pour la Birmanie vient d'être renouvelé pour un an. Sa mission ne sera pas de tout repos, tant les violations ne sont répandues. Anwar Shah Arkan, directeur d'un parti en exil défendant la minorité Rohingya, tente de sensibiliser l'opinion publique au calvaire de son peuple. Rencontre à Genève.

«Tianesque», c'est ainsi que la délégation suisse qualifiait, lors du débat interactif du 17 mars, les progrès que doit encore accomplir la Birmanie pour organiser de vraies élections présidentielles en 2010. Son homologue canadienne craignait même que celles-ci «ne soient pas libres et ne servent qu'à renforcer le pouvoir des militaires».

**Vu le chemin à parcourir par la Birmanie,** le Conseil des droits de l'homme a souhaité que Tomas Ojea Quintana poursuive son mandat pour une année. Parmi les points qui préoccupent la communauté internationale, la situation de la minorité musulmane Rohingya.

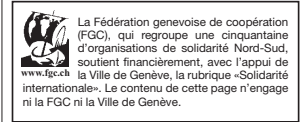
«La situation dans le Nord Arakan est celle d'un camp de concentration virtuel.» Par ce constat choc, Anwar Shah Arkan dénonce les atteintes aux droits de l'homme que subit son peuple, la minorité musulmane Rohingya, au sein de la région du Rakhine Nord. Membre exécutif du comité central du National Democratic Party for Human Rights en exil au Canada, il participait à une conférence d'ONG des droits humains sur la Birmanie, à l'occasion de la présentation du rapport de M. Ojea Quintana le 17 mars.

Selon M. Arkan, son peuple, qui a le «ort» d'être de religion musulmane, subit une politique systématique de discrimination par le régime militaire birman. L'Etat lui impose ainsi de grandes restrictions sur la pratique de son culte, voire même encourage une propagande anti-musulmane, affirme Anwar Shah Arkan.

**Autre exemple de cette distinction ethnique:** la Loi sur la citoyenneté, promulguée en 1992, qui prive les Rohingyas de ce statut. Ils sont donc sujets à de nombreuses restrictions, dont celles de ne pas pouvoir se déplacer librement. Les Rohingyas ne peuvent se rendre à la capitale de l'Etat d'Arakan et encore moins à Rangon. A la moindre «désobéissance», ils risquent la prison voire d'être battus. M. Arkan dénonce aussi les exactions des militaires contre la population, qui conduisent régulièrement à des explosions de colère et à des émeutes.

D'autres Rohingyas tentent, eux, de fuir le pays. Sans toutefois trouver un meilleur avenir dans les pays limitrophes. Ainsi au Bangladesh, qui refuse de leur donner l'asile politique, les cataloguant comme migrants économiques. Selon Anwar Shah Arkan, les réfugiés y sont parqués dans des camps sans nourriture et sans soins. Les Rohingyas sont condamnés alors à devenir des *boat people*. Prenant possession de vieux bateaux de pêche, ils naviguent jusqu'en Thaïlande voire en Malaisie. Dans leur immense majorité, ils ne parviendront pas à s'installer dans l'Etat de destination, étant arrêtés et expulsés vers la Birmanie.

**Malgré cette situation désespérée,** peu de place est consacrée à cette minorité dans les rapports de M. Quintana. Pis: le Conseil a même biffé de sa déclaration finale du 27 mars les termes «discrimination inacceptable» des Rohingyas pour retener une formule plus adoucie. Cependant, l'organe onusien demande instamment à la Birmanie de reconnaître le droit de cette communauté à la nationalité. RAZVAN PREJBEANU



## La gauche et la coopération, trop timides

**Produits de la nécessité, ces expériences ont-elles un terrain plus favorable au Sud où le salariat est moins généralisé?**

Je ne le pense pas. Ici aussi certains parviennent à s'extraire du mode de pensée néolibéral. Estimant que le système n'est pas à même de répondre à leurs besoins, ils s'organisent différemment pour travailler. On estime que l'ESS – dont la définition est certes plus large que la nôtre – emploie 2 millions de personnes en France!

**Le potentiel de l'ESS est-il aujourd'hui pris en compte par les acteurs de l'aide au développement, qui parlent beaucoup de soutien aux PME, de microcrédit, etc.?**

Non, c'est ultraminoritaire. Les alternatives économiques, les projets de produire autrement sont largement oubliés, si ce n'est du côté du commerce équitable. L'établissement de la coopération préfère investir dans le microcrédit, alors même que sa contribution au développement est très controversée. Le professeur Jean-Michel Servet a montré comment certains

formes de micro-crédit renforçaient la spirale de l'endettement et de la dépendance. Au Bangladesh, pays phare du micro-crédit, les chiffres de l'extrême pauvreté n'ont pas bougé depuis quinze ans.

**De moyen, l'ESS peut-elle devenir un but?**

**Peut-on imaginer un monde «social et solidaire»?** Il paraît clair que ce type de développement dépend pour une part de caractéristiques précises, culturelles, locales. On ne peut forcer la main. En revanche, on peut le favoriser en diffusant les exemples, en montrant aux gens qu'il est possible de produire autrement. Il faut que les gens s'approprient ces expériences, les transforment, les adaptent. Il faut libérer l'imagination, car on a là des laboratoires d'économie alternative. Les mouvements de gauche et d'extrême gauche devraient s'y intéresser et arrêter de considérer cela comme l'affaire d'utopistes. Eux n'attendent pas l'arrivée d'un gouvernement plus favorable pour agir! PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ

*Banquiers aux pieds nus, Odile Jacob, 2006.*